



Aulnay sous Bois / Drancy / Dugny / Le Blanc Mesnil  
Le Bourget / Sevran / Tremblay-en-France / Villepinte

**ARRÊTÉ N°2024-022  
AUTORISANT LE DEVERSEMENT DES  
EAUX PLUVIALES DU CHANTIER DU  
GRAND PARIS EXPRESS**

**Pour les installations situées rue Victor  
Hugo 93150 Blanc-Mesnil (OA 104 P)**

**Dans le réseau public d'assainissement  
du territoire Paris Terres d'Envol**

**Coordonnées du demandeur  
EIFFAGE CONSTRUCTION EQUIPEMENT  
Siret : 40329158600127  
Code NAF : 4120B  
Monsieur Soren BELKEBIR  
06 46 46 54 68  
soren.belkebir@eiffage.com**

**Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,**

**Vu** les articles L1331-1 à L1331-10 et L1337-2 du code de la santé publique

**Vu** l'article L 213-10-2 du code de l'environnement modifié par l'article 84 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 ;

**Vu** les articles L. 2224-8, L. 2224-9, L3451-1, L3451-3, R. 2224-19 R. 2224-19-1, R. 2224-19-6 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le règlement de service d'assainissement territorial adopté par délibération n° 152 du 13 décembre 2021

**Vu** le règlement d'assainissement adopté par le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis

**Vu** le règlement d'assainissement adopté par le Conseil d'Administration du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) le 15 octobre 2014 qui définit les conditions et règles d'admissibilité auxquelles sont soumis les déversements d'effluents directs ou indirects de la zone de collecte du SIAAP

**Considérant** les avis émis sur la demande d'autorisation de déversement d'eaux pluviales par :

- Le département de la Seine Saint Denis en date du 22/07/2024
- Le SIAAP en date du 22/07/2024

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

#### EIFPAGE CONSTRUCTION EQUIPEMENT

19 Rue Mozart  
92110 Clichy  
Siret : 40329158600127

dénommé **l'Etablissement** dans la suite du présent arrêté est autorisé dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux pluviales et eaux pluviales en ruissellement sur la plateforme provenant du chantier de la ligne 16-Lot 1 Grand Paris Express- OA 104P (puits de ventilation et d'accès de secours circulaire), dans le réseau unitaire territorial de la rue Victor Hugo au Blanc-Mesnil. Ce réseau rejoint le réseau unitaire départemental de la rue du 11 novembre au Blanc-Mesnil puis les réseaux du SIAAP.

L'établissement public territorial Paris Terres d'Envol est maître d'ouvrage du réseau territorial d'assainissement et responsable du service public d'assainissement territorial.

Dans la suite du document, il est dénommé **Paris Terres d'Envol**.

Les rejets auront lieu dans le branchement existant du chantier de l'OA 104P.

### ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUE DES REJETS

#### A. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux rejetées doivent :

- Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. En cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) inférieur à 2,5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles de :
  - Colorer anormalement les rejets
  - Porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système d'assainissement ;
  - Endommager le système de collecte et de transport, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
  - Entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
  - Être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
  - Empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.
- Respecter le règlement du service d'assainissement de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, du service départemental de l'assainissement du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

#### B. Prescriptions particulières

Les eaux rejetées ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement.

Les eaux rejetées devront en particulier les prescriptions particulières suivantes

Paramètres	Concentration moyenne journalière maximale (mg /l)
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	2000 mg/l
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	800 mg/l
Matières En Suspension (MES)	600 mg/l

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240913-2024-022-AU  
Date de télétransmission : 13/09/2024  
Date de réception préfecture : 13/09/2024

Azote global (NGL)	150 mg/l
Phosphore total (Pt)	50 mg/l

Quel que soit le réseau, les eaux devront également respectées les seuils de rejet ci-dessous :

Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg /l)
Métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al)	15 mg/l
Indice phénols	0,3 mg/l
Cadmium (en Cd)	0,2 mg/l
Benzène	0 mg/l
Toluène	4 mg/l
Éthylbenzène	1,5 mg/l
Xylène	1,5 mg/l
Manganèse	0,05 mg/l
Mercure (en Hg)	0,05 mg/l
Chrome hexavalent et composés (en Cr)	0,1 mg/l
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l
Chrome et composés (en Cr)	0,5 mg/l
Nickel et composés (Ni)	0,5 mg/l
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l
AOX	1 mg/l
Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV)	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Sulfates	400 mg/l
Chlorures	500 mg/l
HAP	0,05 mg/l
PCB	0,05 mg/l

Les autres substances non listées ci-dessus doivent rester conformes au règlement du Service d'assainissement de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, du Service départemental de l'assainissement de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

Toute autre substance doit rester conforme à la réglementation en vigueur, dans la branche d'activité ou les différents métiers de l'établissement. Par défaut, les valeurs de l'arrêté du 2 février 1998 et ses annexes seront prises en compte.

### ARTICLE 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT

#### Nature des rejets et débits

La principale activité de l'Établissement sur le site est la construction d'un puits d'aération et d'accès de secours pour le projet du Grand Paris Express ligne 16 – Lot 1.

Cette activité comporte les opérations industrielles suivantes : rejet d'eaux pluviales, d'eaux de process et d'eaux d'exhaure.

Une convention de rejet avait été établie entre l'EPT Paris Terres d'Envol et EIFFAGE Génie Civil en 2022 pour une durée de 12 mois soit entre mars 2022 et mars 2023. Cette convention étant arrivée à expiration, l'établissement a demandé une nouvelle autorisation de rejet pour les eaux pluviales et de plateforme.

L'Établissement indique qu'il n'y a plus de rejet des eaux d'exhaure et de process.

Les eaux qui rejoignent le réseau public sont composées :

- d'eaux pluviales ruisselant sur la plateforme en surface. Toute la surface récupérée est imperméabilisée. Les eaux de plateforme sont collectées et rejoignent directement le bassin de décantation de 60 m<sup>3</sup> avant rejet au réseau unitaire.
- d'eaux de fond d'ouvrages (eaux pluviales qui tombent dans le puits) qui sont remontées via une pompe et transitent par un bac tampon raccordé au bassin de décantation de 60 m<sup>3</sup>.

Le volume de rétention de 60 m<sup>3</sup> est calculé sur la base d'une régulation de débit à 10l/s/ha correspondant pour le site à un débit de fuite de 3l/s. Le débit de rejet de 10 l/s/ha est conforme au zonage pluvial de Paris Terres d'Envol.

#### Réseaux internes de collecte

Le raccordement au réseau public est réalisé par un branchement existant rue Victor Hugo.

L'Etablissement devra prendre toutes les dispositions nécessaires d'une part pour assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement devra entretenir convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procéder à des vérifications régulières de leur bon état.

#### Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement devra se tenir à la disposition de Paris Terres d'Envol pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par Paris Terres d'Envol sur demande.

#### Traitement préalable aux déversements

L'Etablissement devra mettre en place des dispositifs de prétraitement avant rejet au réseau public d'eaux pluviales permettant de respecter les prescriptions indiquées à l'article 2. A minima un bac de décantation devra être installé.

### **ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement Eiffage Construction Equipement est présent sur le site depuis le 17 octobre 2023 à la suite du départ du lot Génie Civil.

Le présent arrêté établi pour régulariser le rejet du site 104P est valable jusqu'au **21 juillet 2025**.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Paris Terres d'Envol, par écrit, 2 mois avant la date d'expiration du présent arrêté. En dessous de ce délai et si l'instruction de ce renouvellement se prolonge au-delà de la validité de la présente autorisation, la Direction de l'Eau et l'Assainissement se réserve le droit de faire interrompre le rejet le temps de cette instruction.

### **ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'établissement dont le déversement temporaire des eaux est autorisé par le présent arrêté est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement collectif dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Pour les eaux d'exhaure rejetées au réseau territorial, cette redevance est calculée selon les délibérations en vigueur sur la base d'une tarification des parts collecte, transport et traitement. Les eaux rejetées au réseau d'assainissement devront être comptabilisées par l'entreprise. Les eaux pluviales seront à déconnecter du comptage des eaux claires rejetées au réseau. Les rejets d'eaux pluviales ne donnent pas lieu à l'application d'une redevance.

Pour les eaux provenant du réseau d'eau potable, cette redevance est réputée payée dans le cadre de la facturation par le distributeur d'eau. L'établissement n'a pas fait de déclaration préalable à l'instruction du présent arrêté d'autorisation de déversement temporaire pour les eaux provenant du réseau d'eau potable permettant de justifier un volume déversé au réseau d'assainissement inférieur au volume d'eau consommé. Aussi, aucune demande de dégrèvement ultérieure ne sera recevable.

Pour des rejets d'eaux pluviales, le département de la Seine-Saint-Denis, n'appliquent pas de redevance.

Le SIAAP et l'EPT Paris Terres  
 Accusé de réception en préfecture  
 093-200058097-20240913-2024-022-AU  
 Date de télétransmission : 13/09/2024  
 Date de réception préfecture : 13/09/2024

## ARTICLE 6 – AUTOSURVEILLANCE

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté.

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluations appropriées du volume prélevé.

L'exploitant doit spécifier les différents volumes d'eaux rejetés pour chaque type d'eau.

Le titulaire devra mettre en place un programme de surveillance des rejets

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le demandeur consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement :

- Les volumes prélevés quotidiennement ;
- Les incidents survenus au niveau de l'exploitation.

### Surveillance des dispositifs de traitement avant rejet :

Description des installations en place :

Chaque ouvrage de traitement sera inspecté à fréquence régulière, et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour chaque ouvrage. Chaque intervention ou vérification devra être consignée. Les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition des agents des services publics de l'assainissement.

Entretien et élimination des déchets :

L'établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de pré-traitement/récupération en bon état de fonctionnement. Pour cela, les regards de vidange doivent être parfaitement accessibles. Ils seront suffisamment grands pour permettre le nettoyage et les éventuelles opérations de maintenance à effectuer sur l'appareil.

L'installation récupérant les boues/les hydrocarbures devra être vidangée et curée régulièrement, au minimum annuellement, en fonction de son utilisation et de sa capacité de rétention. Les boues/les hydrocarbures, stockés sur rétention, doivent être évacués en tant que déchets industriels spéciaux et confiés à une société agréée qui assurera leur élimination ou leur valorisation dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les by-pass qui permettent d'isoler l'appareil doivent être évités.

### Surveillance de la qualité des rejets :

Mesures à effectuer :

- Une mesure de débit, de pH en continu de l'effluent rejeté sera faite et devra pouvoir être communiquée à tout moment aux gestionnaires des réseaux d'assainissement.
- Les paramètres du tableau de l'article 2-B seront analysés **mensuellement** en laboratoire agréé sur un prélèvement en un point représentatif du rejet global au réseau d'assainissement.

Transmission des données obtenues :

Dès réception du rapport d'analyse transmis par le laboratoire en cas de non-conformité. L'établissement devra arrêter ce déversement et mettre en place un dispositif de prétraitement adéquat et bien dimensionné au regard de la pollution à traiter.

Ce programme d'autosurveillance pourra être modifié sur la période, en fonction des résultats obtenus.

Le rapport d'autosurveillance qui sera transmis à la fin du rejet sera accompagnée d'un bilan comportant :

- Le volume d'eau rejeté au réseau d'assainissement.
- Les résultats d'auto surveillance.
- La consommation en eau potable pour chaque usage.

Il conviendra d'envoyer les résultats d'analyse des eaux aux gestionnaires d'assainissement dont les contacts apparaissent ci-dessous.

Contacts	Téléphone	Courriel
EPT Paris Terres d'Envol	0 800 10 23 13	<a href="mailto:contact.usagers@paristde.fr">contact.usagers@paristde.fr</a>

<b>Département de Seine Saint Denis</b> DEA Bureau Qualité des Eaux 93 006 BOBIGNY Cédex	01.43.93.68.33 ou 01.43.93.68.41	<a href="mailto:autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr">autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr</a>
<b>SIAAP</b> Direction Etudes Stratégiques et Prospectives Service Schéma Directeur Unité Eaux Usées Non Domestiques 2 rue Jules César 75 589 PARIS Cedex 12	01 44 75 69 29 01 44 75 61 56	<a href="mailto:arrete.deversement@siaap.fr">arrete.deversement@siaap.fr</a>

### Contrôle

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité.

L'Etablissement facilitera l'accès des agents de Paris Terres d'Envol et du Département de Seine-Saint-Denis, ou des personnes mandatées par ces services, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes de la présente autorisation. Ces contrôles ont lieu de façon inopinée.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis pourront faire supporter les frais du contrôle par l'auteur du déversement si au moins une analyse démontre que les eaux rejetées ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues dans le règlement d'assainissement.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis (ainsi que les organismes et laboratoires d'analyses appelées à intervenir dans le cadre de ces contrôles) s'engagent à respecter le caractère confidentiel des résultats d'analyses, notamment pour préserver certains secrets de fabrication de l'Etablissement.

### **ARTICLE 7 – NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION**

L'Etablissement devra prendre les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

L'Etablissement s'engage à alerter immédiatement Paris Terres d'Envol, ainsi que le Département et le SIAAP, en cas de risque :

- Soit d'un rejet non conforme, à la suite d'un dysfonctionnement du prétraitement éventuel ou non (mesures in situ, autosurveillance, observations...);
- Soit d'un rejet accidentel de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par la présente autorisation, l'Etablissement est tenu de :

- Prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP pour une autre solution ;
- Isoler son réseau d'évacuation d'eaux si le dépassement fait peser un risque grave pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfate établi à 400 mg/l, l'établissement devra mettre en place un détecteur d'H<sub>2</sub>S au droit du rejet, afin de surveiller les émanations de gaz soufrés au réseau d'assainissement. Ce détecteur devra être accompagné d'une transmission de résultats à fréquence très courte et d'une alarme en cas du dépassement du seuil d'H<sub>2</sub>S de 5 ppm.

Ce système devra être susceptible de stopper le rejet en cas de dégagement. Dans ce cas, l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

L'Etablissement précisera la nature et la quantité du désordre constaté. Il mettra tout en œuvre pour le faire cesser sans délai. Avant la reprise du rejet, l'Etablissement en demandera l'autorisation au gestionnaire après avoir démontré le retour à une situation normale et les moyens engagés pour éviter un nouveau dysfonctionnement.

Pour cette alerte, les contacts sont les suivants :

#### **Etablissement public territorial Paris Terres d'Envol**

Direction de l'Eau et l'Assainissement

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240913-2024-022-AU  
Date de télétransmission : 13/09/2024  
Date de réception préfecture : 13/09/2024



**Département de Seine-Saint-Denis**

Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Hydrologie Urbaine et Environnement  
Bureau Qualité des Eaux  
01 43 93 65 00

**SIAAP**

Permanence du SIAAP (24h/24 – 7j/7)  
01 44 75 61 91 ou 01 44 75 68 76 - [pc.saphyrs@siaap.fr](mailto:pc.saphyrs@siaap.fr)

Si nécessaire, Paris Terres d'Envol se réserve le droit de :

- a) N'accepter dans le réseau d'assainissement territorial que la fraction des eaux correspondant aux prescriptions définies dans la présente autorisation ;
- b) Prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchements en cause, si la limitation des débits collectés, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Paris Terres d'Envol :

- Informera l'Etablissement de la situation et de la ou les mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- Le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente autorisation avant cette date.

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Direction de l'Eau et l'Assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission, en particulier, des valeurs limites définies par la présente autorisation, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfates établi à 400 mg/l, si des désordres étaient constatés sur le système d'assainissement, tels que des émanations de gaz soufrés engendrant un danger pour le personnel exploitant, le rejet sera immédiatement arrêté et l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

Les contraventions à la présente autorisation feront l'objet d'un signalement écrit à l'Etablissement et seront poursuivies conformément aux lois.

## **ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer Paris Terres d'Envol.

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet, doit être portée à la connaissance de Paris Terres d'Envol. Une nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement pourra alors être établie en tenant compte de l'évolution des activités du site, des modifications éventuelles apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation en annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables aux services publics d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions de la présente autorisation pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis
- Monsieur le Président du SIAAP
- Monsieur le maire de la commune du Blanc-Mesnil

Fait à Aulnay-sous-Bois, le

**09 SEP. 2024**

**Bruno BESCHIZZA**

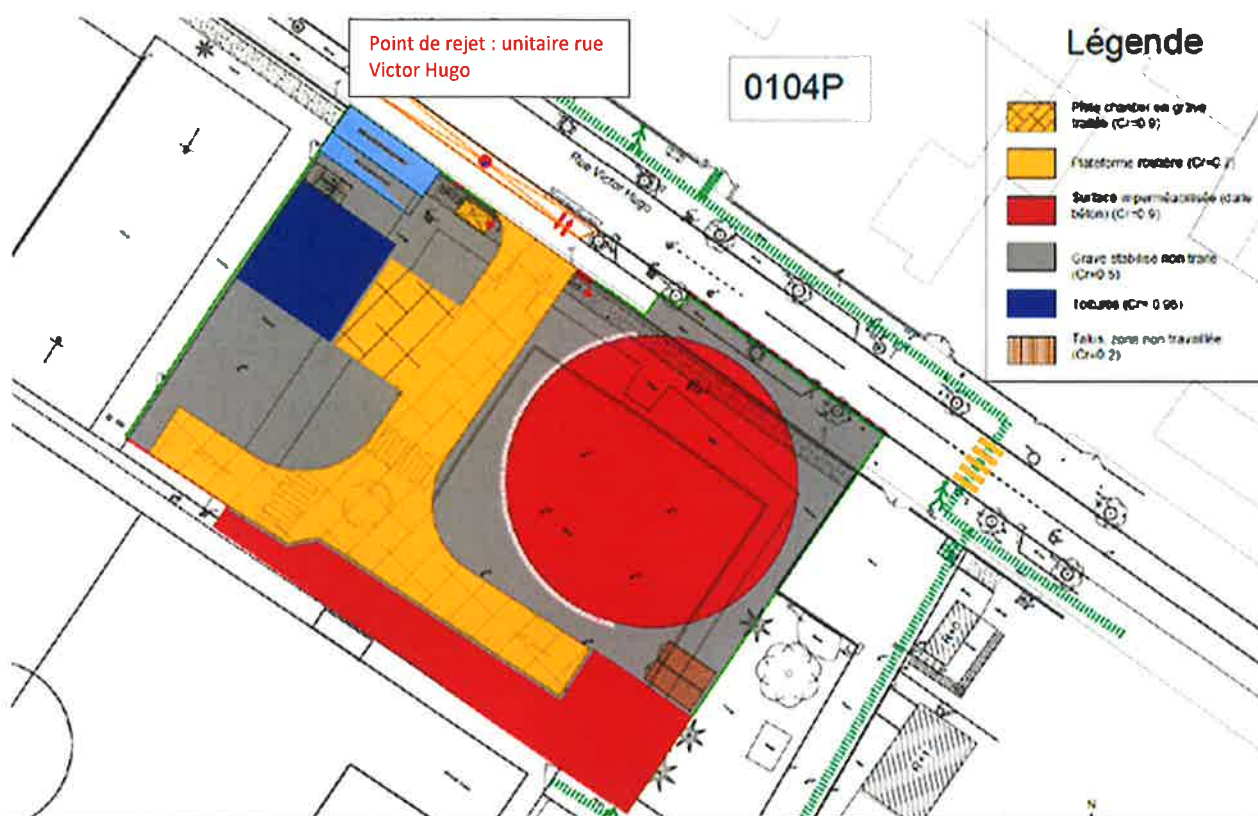
Président de Paris Terres d'Envol

Maire d'Aulnay-sous-Bois





# ANNEXE I : Plan du chantier



Le cercle rouge correspond au puits.

## ANNEXE II : Résultats d'autosurveillance

Les résultats relatifs à la somme des PCB sont absents du rapport. L'Etablissement devra ajouter les PCB à la surveillance de la qualité des rejets comme prévoient les articles 2-B et 6 du présent arrêté.

Le pH présente une légère non-conformité. La valeur mesurée est 8,6 pour une valeur maximale autorisée de 8,5. Si cette situation venait à se confirmer, l'Etablissement devra installer un dispositif de traitement adéquat.

### RAPPORT D'ANALYSE

**Dossier N° : 24E050971**

Version du : 05/04/2024

N° de rapport d'analyse : AR-24-LK-070196-01

Date de réception technique : 20/03/2024

Première date de réception physique : 20/03/2024

Référence Dossier : N° Projet : SGP

Nom Projet : LIGNE 16

Nom Commande : L16-1-0104P-CTX-EP-20032024

Référence Commande : 1510797633-8659446/12

N° Echantillon

**001**

Référence client :

**L16-1-0104  
P-CTX-EP-0**

**012**

**ESO**

Matrice :

Date de prélèvement :

**20/03/2024**

Date de début d'analyse :

**21/03/2024**

Température de l'air de l'environnement :

**7.2°C**

#### Analyses immédiates

LS001 : Mesure du pH

pH

\* 8.6

Température

°C

\* 20.1

LS002 : Matières en suspension

mg/l

\* 7.3

(MES) par filtration

#### Indices de pollution

LS02L : Azote Nitrique / Nitrates (NO3)

Nitrates

mg NO3/l

\* 5.99

Azote nitrique

mg N-NO3/l

\* 1.36

LS02W : Azote Nitreux / Nitrites (NO2)

Nitrites

mg NO2/l

\* 0.22

Azote nitreux

mg N-NO2/l

\* 0.07

LS02I : Chlorures (Cl)

mg/l

\* 43.6

LS02T : Chrome VI

mg/l

\* <0.01

LS02Z : Sulfates (SO4)

mg/l

\* 203

LS045 : Carbone Organique Total

mg/l

▲ # 4.8

(COT)

LS048 : Organo Halogénés

mg/l

▲ # <0.01

Adsorbables (AOX)

mg/l

\* 0.76

LS081 : Fluorures (F)

mg N/l

\* 1.4

LS058 : Azote Kjeldahl (NTK)

µg/l

\* <10

LS065 : Indice phénol

µg/l

\* <10

LS064 : Cyanures aisément

µg/l

\* <10

libérables

DN228 : Cyanures totaux

µg N/l

\* 2.82

LS059 : Azote Global

mg N/l

\* 2.82

(NO2+NO3+NTK)

## RAPPORT D'ANALYSE

**Dossier N° : 24E050971**

Version du : 05/04/2024

N° de rapport d'analyse : AR-24-LK-070196-01

Date de réception technique : 20/03/2024

Première date de réception physique : 20/03/2024

Référence Dossier : N° Projet : SGP

Nom Projet : LIGNE 16

Nom Commande : L16-1-0104P-CTX-EP-20032024

Référence Commande : 1510797633-8659446/12

N° Echantillon

**001**

Référence client :

**L16-1-0104**

**P-CTX-EP-0**

**012**

Matrice :

**ESO**

Date de prélèvement :

**20/03/2024**

Date de début d'analyse :

**21/03/2024**

Température de l'air de l'enceinte :

**7.2°C**

### Métaux

LS101 : Aluminium (Al)	mg/l	0.09
LS128 : Calcium (Ca)	mg/l	87.6
LS109 : Fer (Fe)	mg/l	0.05
LSKPN : Mercure	µg/l	<0.10
LS138 : Phosphore (P)	mg/l	1.07
LS151 : Antimoine (Sb)	µg/l	1.63
LS153 : Arsenic (As)	µg/l	1.47
LS154 : Baryum (Ba)	µg/l	64.4
LS158 : Cadmium (Cd)	µg/l	<0.20
DN223 : Chrome (Cr)	µg/l	0.78
LS162 : Cuivre (Cu)	µg/l	1.04
LS177 : Manganèse (Mn)	µg/l	5.03
LS178 : Molybdène (Mo)	µg/l	9.16
LS116 : Nickel (Ni)	µg/l	2.7
LS184 : Plomb (Pb)	µg/l	<0.50
DN224 : Sélénium (Se)	µg/l	<0.50
LS112 : Zinc (Zn)	µg/l	105

### Hydrocarbures totaux

LS308 : Indice hydrocarbures (C10-C40) – 4

tranches

Indice Hydrocarbures (C10-C40)	mg/l	<0.03
HCT (nC10 - nC16) (Calcul)	mg/l	<0.008
HCT (>nC16 - nC22) (Calcul)	mg/l	<0.008
HCT (>nC22 - nC30) (Calcul)	mg/l	<0.008
HCT (>nC30 - nC40) (Calcul)	mg/l	<0.008

## RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 24E050971

Version du : 05/04/2024

N° de rapport d'analyse : AR-24-LK-070196-01

Date de réception technique : 20/03/2024

Première date de réception physique : 20/03/2024

Référence Dossier : N° Projet : SGP

Nom Projet : LIGNE 16

Nom Commande : L16-1-0104P-CTX-EP-20032024

Référence Commande : 1510797633-8659446/12

N° Echantillon

001

Référence client :

L16-1-0104  
P-CTX-EP-0

012

Matrice :

ESO

Date de prélèvement :

20/03/2024

Date de début d'analyse :

21/03/2024

Température de l'air de l'enceinte :

7.2°C

### Hydrocarbures totaux

LSL4E : Découpage 8 tranches HCT-CPG nC10 à

nC40 (%)

> C10 - C12 inclus (%)	%	-
> C12 - C16 inclus (%)	%	-
> C16 - C20 inclus (%)	%	-
> C20 - C24 inclus (%)	%	-
> C24 - C28 inclus (%)	%	-
> C28 - C32 inclus (%)	%	-
> C32 - C36 inclus (%)	%	-
> C36 - C40 exclus (%)	%	-

LSL4B : Découpage 8 tranches HCT-CPG nC10 à

nC40 (mg/l)

C10 - C12 inclus	mg/l	<0.004
> C12 - C16 inclus	mg/l	<0.004
> C16 - C20 inclus	mg/l	<0.004
> C20 - C24 inclus	mg/l	<0.004
> C24 - C28 inclus	mg/l	<0.004
> C28 - C32 inclus	mg/l	<0.004
> C32 - C36 inclus	mg/l	<0.004
> C36 - C40 inclus	mg/l	<0.004

### Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs)

LSRHB : Naphtalène	µg/l	*	<0.01
LSRHC : Acénaphthylène	µg/l	*	<0.01
LSRHD : Acénaphène	µg/l	*	<0.01
LSRHI : Fluorène	µg/l	*	<0.01
LSRH2 : Phénanthrène	µg/l	*	<0.01
LSRH3 : Anthracène	µg/l	*	<0.01

## RAPPORT D'ANALYSE

**Dossier N° : 24E050971**

Version du : 05/04/2024

N° de rapport d'analyse : AR-24-LK-070196-01

Date de réception technique : 20/03/2024

Première date de réception physique : 20/03/2024

Référence Dossier : N° Projet : SGP

Nom Projet : LIGNE 16

Nom Commande : L16-1-0104P-CTX-EP-20032024

Référence Commande : 1510797633-8659446/12

N° Echantillon

**001**

Référence client :

**L16-1-0104  
P-CTX-EP-0**

**012**

Matrice :

**ESO**

Date de prélèvement :

**20/03/2024**

Date de début d'analyse :

**21/03/2024**

Température de l'air de l'enceinte :

**7.2°C**

### Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs)

LSRH4 : Fluoranthène	µg/l	*	<0.01
LSRH5 : Pyrène	µg/l	*	<0.01
LSRH6 : Benzo(a)-anthracène	µg/l	*	<0.01
LSRH7 : Chrysène	µg/l	*	<0.01
LSRH8 : Benzo(b)fluoranthène	µg/l	*	<0.01
LSRH9 : Benzo(k)fluoranthène	µg/l	*	<0.01
LSRH0 : Benzo(a)pyrène	µg/l	*	<0.0075
LSRHA : Dibenzo(a,h)anthracène	µg/l	*	<0.01
LSRHE : Benzo(ghi)Pérylène	µg/l	*	<0.01
LSRHF : Indeno (1,2,3-cd) Pyrène	µg/l	*	<0.01
LSFF8 : Somme des HAP 16	µg/l		0.025

### Composés Volatils

LS11M : Dichlorométhane	µg/l	*	<5.00
LS11J : Chloroforme	µg/l	*	<2.00
LS11N : Tétrachlorométhane	µg/l	*	<1.00
LS11P : Trichloroéthylène	µg/l	*	<1.00
LS11L : Tétrachloroéthylène	µg/l	*	<1.00
LS11R : 1,1-Dichloroéthane	µg/l	*	<2.00
LS10I : 1,2-Dichloroéthane	µg/l	*	<1.00
LS11K : 1,1,1-Trichloroéthane	µg/l	*	<2.00
LS11Q : 1,1,2-Trichloroéthane	µg/l	*	<5.00
LS10J : cis 1,2-Dichloroéthylène	µg/l	*	<2.00
LS10M : Trans-1,2-dichloroéthylène	µg/l	*	<2.00
LS10H : Chlorure de vinyle	µg/l	*	<0.50
LS12E : 1,1-Dichloroéthylène	µg/l	*	<2.00

## RAPPORT D'ANALYSE

**Dossier N° : 24E050971**

N° de rapport d'analyse : AR-24-LK-070196-01

Version du : 05/04/2024

Date de réception technique : 20/03/2024

Première date de réception physique : 20/03/2024

Référence Dossier : N° Projet : SGP

Nom Projet : LIGNE 16

Nom Commande : L16-1-0104P-CTX-EP-20032024

Référence Commande : 1510797633-8659446/12

N° Echantillon

**001**

Référence client :

**L16-1-0104  
P-CTX-EP-0**

Matrice :

**012**

Date de prélèvement :

**ESO**

Date de début d'analyse :

**20/03/2024**

Température de l'air de l'enceinte :

**21/03/2024**

**7.2°C**

### Composés Volatils

LS10C : Bromochlorométhane	µg/l	<5.00
LS10P : Dibromométhane	µg/l	<5.00
LS12B : Bromodichlorométhane	µg/l	<5.00
LS12C : Dibromochlorométhane	µg/l	<2.00
LS10V : 1,2-Dibromoéthane	µg/l	<1.00
LS12D : Bromoforme (tribromométhane)	µg/l	<5.00
LS11B : Benzène	µg/l	<0.50
LS10Z : Toluène	µg/l	<1.00
LS11C : Ethylbenzène	µg/l	<1.00
LS11A : o-Xylène	µg/l	<1.00
LS11D : Xylène (méta-, para-)	µg/l	<1.00
LSFET : Somme des 19 COHV	µg/l	13.3

### Sous-traitance

IX190 : Test Daphnies 24 heures

Prestation soustraite à EUROFINS ECOTOXICOLOGIE FRANCE  
COFRAC ESSAIS I-5375

Inhibition mobilité Daphnia magna 24h (%)	% (CE 50)	*	aucune immobilisation
Inhibition mobilité Daphnia magna après 24 heures	Equitoxim*	*	<1,1

### Sous-traitance

IV039 : Demande Chimique en Oxygène (ST-DCO)	mg O2/l	*	14.0
Prestation soustraite à Eurofins Hydrologie Ile de France SAS COFRAC ESSAIS I-2024			
IV040 : Demande biochimique en oxygène (DBO5)	mg O2/l	*	<3.00

Eurofins Analyses pour l'Environnement - Site de Saverne

5, rue d'Oderswiller - 67700 Saverne

Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 916 531 - site web : www.eurofins.fr/env

SAS au capital de 1 632 800 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 422 998 971

ACCREDITATION  
N° 1- 1488  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240913-2024-022-AU  
Date de télétransmission : 13/09/2024  
Date de réception préfecture : 13/09/2024

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 24E050971

Version du : 05/04/2024

N° de rapport d'analyse : AR-24-LK-070196-01

Date de réception technique : 20/03/2024

Première date de réception physique : 20/03/2024

Référence Dossier : N° Projet : SGP

Nom Projet : LIGNE 16

Nom Commande : L16-1-0104P-CTX-EP-20032024

Référence Commande : 1510797633-8659446/12

N° Echantillon

001

Référence client :

L16-1-0104  
P-CTX-EP-0

Matrice :

012

Date de prélèvement :

ESO

Date de début d'analyse :

20/03/2024

Température de l'air de l'enceinte :

21/03/2024

7.2°C

Sous-traitance

Prestation soustraite à Eurofins Hydrologie Ile de France SAS COFRAC ESSAIS 1-2024

Sous-traitance

(VJ42 : Rapport de  
biodégradabilité DCO/DBO5

>4.8888888888  
6687



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240913-2024-022-AU  
Date de télétransmission : 13/09/2024  
Date de réception préfecture : 13/09/2024